



République centrafricaine (RCA)	Mise à jour de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire Août à Décembre 2016	Août 2016
--	--	------------------

- **Persistance de l'insécurité (détérioration sécuritaire dans certaines préfectures et amélioration pour d'autres);**
- **Détérioration de l'accès aux moyens d'existence des populations dans certaines zones du pays due aux déplacements forcés et aux déplacements pendulaires, devenus un mécanisme récurrent ;**
- **Nécessité d'assistance humanitaire pour sauver les vies et les moyens d'existence dans certaines zones et d'accompagnement dans la résilience et le relèvement des populations accédant progressivement à leurs moyens d'existence.**

Principaux résultats

Zones les plus touchées : Kabo et Batangafo dans l'Ouham, Ngaoundaye dans l'Ouham-Pendé, Mbrès dans la Nana Gribizi et la préfecture de la Vakaga sont en phase d'Urgence (phase 4). Dix préfectures sont en phase de Crise (phase 3): Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto et Ouaka.

Déplacements des populations : On note, d'une manière générale, une légère baisse du nombre des Personnes Déplacées Internes (PDI) de 15% entre décembre 2015 et juillet 2016. On observe cette baisse principalement dans les préfectures de la Kémo (47%), de la Ouaka (43%) et de l'Ouham (35%). Contrairement à l'année 2014, les déplacements liés aux conflits ne se sont pas produits en période de semis ou de grande récolte.

Consommation alimentaire : La consommation alimentaire s'est globalement détériorée dans plusieurs zones du pays où il y a eu des évaluations conduites par les partenaires et le *Rapid Response Mechanism* (RRM) entre janvier et août 2016. Ces données nous indiquent que les ménages vulnérables vivant dans les zones en crise et en urgence font face à des difficultés importantes d'accès à l'alimentation. Ces difficultés pourraient s'accroître dans les zones en phase de crises et urgences dans les prochains mois. Il convient de noter que les données RRM utilisées ne sont pas représentatives de toutes les localités. **Evolution des moyens d'existence :** Les effets cumulatifs de la crise et ses séquelles ont fortement affecté les moyens d'existence des populations, même pour les ménages ayant regagné leurs exploitations et/ou en mouvements pendulaires. Les déplacés sur site et en famille d'accueil représentent 5% de la population du Haut-Mbomou, 5% de la Haute Kotto, 5% de la Nana-Gribizi et 7% de l'Ombella-Mpoko.

Nutrition : La situation nutritionnelle reste préoccupante dans la Vakaga. L'enquête récente réalisée par IMC fait apparaître l'existence de prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) au-dessus du seuil d'urgence de 15% (18%). La détérioration de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel ont été mis en évidence à travers les indicateurs MAG de 18% et TBM de 0,69 (Enquête SMART juin 2016).

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

Depuis les événements militaro-politiques de 2013, la République centrafricaine (RCA) a traversé une situation de crise complexe et de grande ampleur. Cette situation a provoqué une crise humanitaire sans précédent dans le pays, en même temps qu'une dégradation totale des infrastructures et du tissu socio-économique, un effondrement des structures étatiques, de la cohésion sociale, des structures communautaires et traditionnelles de gestion des conflits.

Cela a engendré des répercussions directes sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages, conduisant ainsi une grande part de ceux-ci à une économie de survie et à une augmentation du nombre de réfugiés dans les pays voisins.

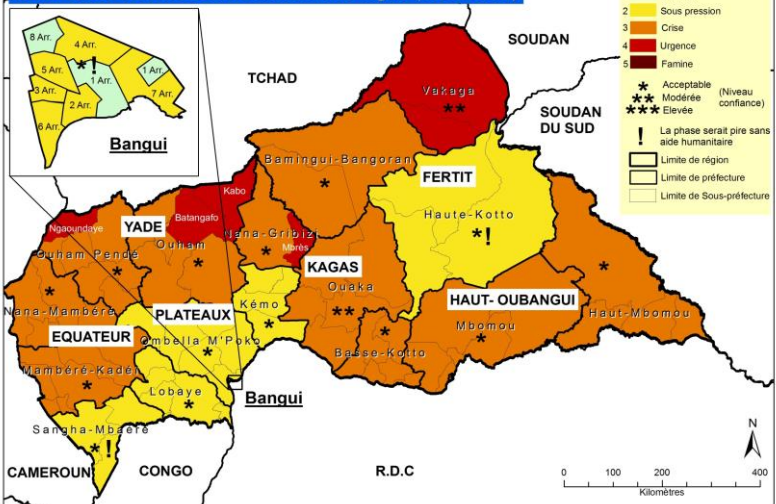
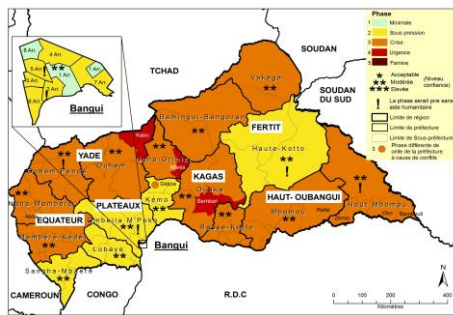
En juillet 2015, 473 407 réfugiés centrafricains se retrouvaient au Tchad, au Cameroun, au Congo, et en République démocratique du Congo (RDC). En juillet 2016, la RCA comptait 384 314 personnes déplacées internes (sur sites et en famille d'accueil) contre 451 986 personnes en décembre 2015. Dont 19 718 dans les différentes localités du milieu rural et 64 596 à Bangui.

La persistance de l'insécurité, les mouvements pendulaires devenus un mécanisme récurrent et les séquelles de la crise sur les moyens d'existence des populations continue de conduire à la détérioration de la sécurité alimentaire dans certaines zones du pays.

Les prix des principales denrées, notamment le riz, le manioc et le sésame sont, au regard des conditions actuelles, en hausse à travers le pays.

Attention : les frontières, les noms et désignations indiqués dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.

RCA: Carte de l'Insécurité alimentaire aiguë (Août 2016)



Les partenaires globaux de l'IPC



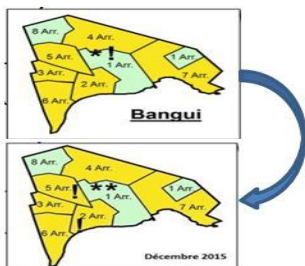
*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

Méthodes, processus et enjeux principaux

Le présent rapport est le produit de la mise à jour de l'analyse IPC de décembre 2015, mené du 21 au 26 août 2016. Les participants présents à l'analyse proviennent des institutions gouvernementales (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale, Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Ministère de l'Environnement, du Développement Durable, des Eaux-Forêts, Chasse et Pêche, du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération), des ONG nationales et internationales (CREDAC, ACF, Oxfam et TGH) et des agences du Système des Nations-Unies (PAM, UNICEF et FAO). Cette analyse IPC a établi une tendance situationnelle sur base de la référence des données des enquêtes de l'EFSA 2015, du rapport FEWS NET de 2012 sur les moyens d'existence et saisonnalité, par inférence et/ou croisés avec les données actualisées des déplacements de populations issus de la Commission Déplacement des Populations (CMP) et de OCHA, des informations sur l'insécurité civile, des rapports du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), disponibles dans 14 préfectures sur 16, des rapports SMART et SMART Rapides, des rapports de suivi des prix réalisés par la FAO à travers le projet Alerte Précoce, des rapports d'évaluation faits par certaines ONG internationales dans leurs zones respectives. En raison du manque de données suffisantes, le niveau de confiance de l'analyse est minimal. Ce niveau de confiance est moyen pour les préfectures de la Ouaka et de la Vakaga pour lesquelles davantage de données étaient disponibles. Sur la base de toutes ces preuves, les protocoles standardisés de l'IPC ont permis de classer la sévérité et de réaliser la cartographie de l'insécurité alimentaire en RCA. L'unité d'analyse a été la préfecture, mais là où les données le permettaient, des analyses aux niveaux des sous-préfectures ont été faites, permettant aux décideurs de mieux identifier les entités les plus sévèrement affectées par l'insécurité alimentaire.

Les résultats sont donc tributaires de la disponibilité des données quantitatives et représentatives. L'analyse proprement dite, et la validation des résultats, ont été faites par les membres du Groupe de Travail Technique (GTT) de la sécurité alimentaire en RCA. L'analyse a été soumise à l'Unité de Soutien Global de l'IPC, pour la revue de qualité et ensuite reprise par le GTT pour une revue technique et validation avant finalisation.

Partie 2: Aperçu sur l'analyse de l'insécurité alimentaire de la capitale, Bangui



Une légère diminution du nombre des personnes déplacés interne de 4%, par rapport à décembre 2015, a été enregistrée. Les déplacés de Bangui se sont principalement regroupés dans les 2^e, 3^e, 5^e et 6^e arrondissements. Le nombre de déplacés sur les sites spontanés est passé de 67 388 (en décembre 2015) à 64 596 personnes (en juillet 2016), soit une baisse de 4%. Avec la relative amélioration de la sécurité dans la ville et les dispositions en cours, les retours observés pourront continuer. La diminution des déplacés reste très faible, juste indicative d'une stabilité de la sécurité alimentaire par rapport à fin 2015.

Six arrondissements sur huit sont toujours en phase sous pression (phase 2), il s'agit du 2^e au 7^e arrondissements. Par contre deux arrondissements (1^{er} et 8^e) restent en phase minimale (phase 1).

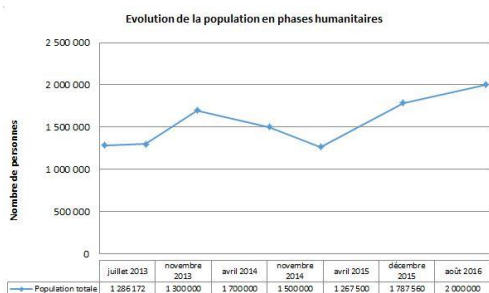
Partie 3: Une orientation sur les estimations des populations en phase humanitaire

L'estimation des populations en situation humanitaire (phases 3&4) consistait à appliquer la tendance de janvier à août 2016 à partir notamment des données actualisées sur l'accès aux moyens d'existence (sécurité et déplacement), le niveau de mise en place de la saison agricole, la variation des prix des produits agricoles, etc. Ces données étaient corroborées avec les scores de consommations issues des RRM, là où cela le permettait. Les données sur les interventions humanitaires ont été prises en considération dans la mise à jour de l'analyse. Il faut noter que les données de population sont celles fournies par OCHA. Ils correspondent à la projection de la population pour l'année 2016, après application d'un taux de croissance de 2,5% par année depuis 2003. Cette évolution a permis de prendre en compte l'ensemble de la population, soit 5 053 330 personnes.

Le tableau ci-après reprend les effectifs des populations en phase humanitaire (crise et urgence) par préfecture et selon le milieu.

Région	Préfecture	Projection de population 2016	Population en Phase 1&2	Population en Phase 3&4	% population en phase humanitaire (3&4)
I	Ombella-M'Poko	457 100	274 260	182 840	40
	Lobaye	316 341	268 890	47 451	15
II	Mambéré-Kadéï	467 441	303 837	163 604	35
	Nana-Mambéré	299 415	164 678	134 737	45
	Sangha-Mbaéré	129 515	110 088	19 427	15
III	Ouham-Péndé	551 642	275 821	275 821	50
	Ouham	473 109	132 471	340 638	72
IV	Kémo	151 740	128 979	22 761	15
	Nana-Gribizi	150 967	42 271	108 696	72
	Ouaka	354 569	99 279	255 290	72
V	Bamingui-Bangoran	55 392	24 926	30 466	55
	Haute-Kotto	115 728	98 369	17 359	15
	Vakaga	66 958	15 400	51 558	77
VI	Basse Kotto	319 256	239 442	79 814	25
	Mboumou	210 159	105 080	105 080	50
	Haut-Mbomou	73 810	29 524	44 286	60
VII	Bangui	860 188	731 160	129 028	15
TOTAL		5 053 330	3 044 474	2 008 856	40
RURALE		4 193 142	2 313 314	1 879 828	37

Au total, 37% de la population rurale se trouve en phase humanitaire (3&4), soit un total de 1 879 828 personnes, et 15% de la population de Bangui, soit 129 028 personnes. Pour tout le pays, environ **2 000 000 personnes (40% de la population)** sont en phase humanitaire.



Conclusions de l'analyse : Environ **2 000 000** de personnes sont en phase humanitaire (3&4). Par rapport à la situation de décembre 2015, le nombre de personnes en phase humanitaire a augmenté de 249 152 personnes. Par contre, la proportion du nombre de personnes en phase humanitaire, par rapport à la population totale, a baissé, passant de 40% à 37%, en milieu rural. On observe une stabilisation du nombre de population en phase humanitaire à Bangui de l'ordre de 15%. L'évolution des populations en phase humanitaire est présentée dans le graphique ci-contre.

Une réponse immédiate est nécessaire pour consolider les acquis et pour assurer la reprise des activités agricoles à travers des assistances alimentaires, le rétablissement des moyens d'existence et l'appui soutenu à la Résilience et au Relèvement des populations concernées.

Recommandations pour les prochaines étapes

La présente mise à jour de l'analyse a essayé de capitaliser au mieux les données disponibles, collectées sur les facteurs contributifs de quelques indicateurs des résultats.

Le GTT recommande : (i) Couplage de l'assistance humanitaire, pour les phase 3&4 IPC, aux appuis de résilience et relèvement des populations en phase 1&2 IPC, (ii) Conduite des **analyses de la réponse**, pour identifier les options adaptées et spécifiques aux zones de moyens d'existence permettant un accompagnement proportionnel et en faveur de la résilience communautaire, (iii) Mise à jour périodique des enquêtes **CFSAM et EFSA** et activation de la **surveillance de la sécurité alimentaire**, (iv) **Collecte et partage** de données fiables et comparables par les ONG membres du cluster sécurité alimentaire.

Pour la prochaine analyse : (i) capitaliser sur les membres formés pour constituer un noyau dur IPC compétent et stable par l'organisation d'une formation niveau 2 aux plus expérimentés des analystes et une formation niveau 1 pour les nouveaux analystes ; (ii) inclure plus de participants des régions et des ministères et structures non représentés dans le GTT ; (iii) renforcer la méthodologie de l'estimation de la population en phase et la vulgariser auprès des analystes du GTT ; (iv) s'assurer de l'appui direct du bureau régional IPC à travers la présence d'un staff qui viendrait appuyer la conduite de l'analyse.

Contacts :

Groupe de Travail Technique IPC: gti_ipcrca@yahoo.fr et faocf@cf.fao.org

Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org